

## Entretien avec Ludovine de la Rochère

### Bilans et projets de La Manif pour tous

lundi 18 janvier 2016

#### Quelles ont été les actions de La Manif pour tous pour peser sur la dernière campagne électorale ?

**Ludovine de La Rochère** : Avant de parler des régionales, je voudrais rappeler que LMPT vise deux objectifs : d'une part, empêcher le saccage de la famille par la majorité au pouvoir ; d'autre part, préparer la mise en œuvre d'une politique ambitieuse pour la famille et pour l'enfant. Au cœur de cette politique, il y a bien entendu le retour au mariage homme-femme et au respect de la filiation père-mère-enfant. Ce sont des enjeux d'humanité et de civilisation puisqu'il s'agit aussi bien de tenir compte du fait que l'humanité est homme et femme que de la nécessité de protéger le plus vulnérable, l'enfant, cette réalité et ce principe étant fondamentaux pour notre civilisation. C'est par la famille que se transmettent de génération en génération culture et valeurs. En bref, promouvoir la famille est essentiel pour l'avenir de la civilisation.

Les élections régionales s'inscrivaient dans le calendrier électoral qui emmène la France vers la présidentielle, les législatives et les sénatoriales (partielles), échéances qui pourraient constituer le moment d'obtenir une nouvelle politique pour la famille. Ces régionales étaient une étape avant des élections nationales. Telle est la première raison de l'intérêt accordé à cette échéance par La Manif pour tous, mouvement social incontournable dans la vie publique, voulant obtenir que les politiques se positionnent dans le sens de l'intérêt général.

La deuxième raison est le rôle puissant des régions. Elles ont des compétences très larges et le budget correspondant. Les régions peuvent promouvoir une culture individualiste et familiphobe ou au contraire une culture respectueuse de la famille, de l'intérêt supérieur de l'enfant. La plupart des régions financent, depuis des années, les actions LGBT, les gay-prides, des expositions pro-genre ou encore des campagnes de communication subversive, violant la conscience des enfants et la responsabilité éducative des parents. Cela doit cesser !

J'ajoute que les décisions prises par les régions ont un impact concret sur la vie des familles, même si la famille, en tant que telle, ne fait pas partie des compétences régionales. La région intervient dans la gestion des lycées (subventions diverses, événements, transports, une partie du personnel, bâtiments...), la formation, l'emploi, l'apprentissage, la sécurité, etc.

La Manif pour tous est donc intervenue dans cette campagne pour y imposer l'enjeu de la famille. Et, alors que personne ne l'y attendait, cet enjeu a bien été présent et ce, aux deux tours.

Si cela s'explique par la mobilisation des militants de La Manif pour tous depuis trois ans, l'organisation de meetings dans presque toutes les capitales des nouvelles régions à l'occasion des régionales en a été le vecteur. Pour ces meetings — intitulés « Questions pour un Président de région » — nous avons invité tous les candidats têtes de liste régionale. Ces meetings ont été lancés à Bordeaux le 30 octobre et les derniers ont eu lieu à Paris et à Nantes le 28 novembre, soit une semaine avant le premier tour des régionales.

Le principe de ces meetings était simple : une petite dizaine de questions — toujours les mêmes — ont été posées à chaque candidat par un journaliste politique. Ces questions concernaient leur conception de la politique et leur vision de la famille, leur projet pour la région et leurs propositions en lien avec la famille et, enfin, la question des subventions versées par la région.

Le public a systématiquement répondu présent à ces meetings qui ont fait salle comble : les familles ont très bien compris qu'il s'agissait d'événements exceptionnels puisqu'elles avaient la possibilité d'entendre des candidats têtes de liste (et non l'un de leurs colistiers) de plusieurs partis politiques. En outre, pour élargir l'audience et donc l'impact de ces réunions, les vidéos intégrales de tous les meetings ont été mises à disposition sur le site officiel

## **Le refus de participer des candidats de gauche ne vous a-t-il pas cantonnés dans un rôle particulier, celui d'un espace où des candidats du Front national et des candidats de la droite classique se retrouvaient sur des sujets communs, et presque en accord...**

Les candidats de gauche, en effet, ne se sont pas déplacés, tout comme Christian Estrosi (LR) et Marine Le Pen (FN), les deux seuls candidats des droites et du centre à n'être pas venus.

En ce qui concerne La Manif pour tous, au contraire de presque toutes les institutions, partis, intellectuels, etc., nous n'avons pas besoin de la caution de la gauche pour faire la preuve de notre large audience et de notre crédibilité. Je pense que c'était surtout regrettable pour les candidats de gauche et pour notre démocratie.

Les candidats de gauche ont, une fois de plus, « oublié » qu'une bonne partie de leur électorat est attaché à la famille et considère même que celle-ci ne peut être fondée que sur le couple homme-femme et la filiation père-mère-enfant. Je pense en particulier à l'électorat populaire et issu de l'immigration qui, jusqu'en 2012, votait systématiquement à gauche. Aujourd'hui, la gauche a perdu ce vote, précisément à cause de la loi Taubira, de l'idéologie du genre et de toutes les autres attaques contre la famille.

Plus généralement, les candidats de gauche ont « oublié » que les Français plébiscitent largement la famille, et encore davantage les jeunes.

Néanmoins, je sais que plusieurs candidats de gauche étaient tentés de venir, mais ils n'ont pas osé. La gauche qui gouverne actuellement est en effet très idéologue et intolérante : elle ne supporte pas le dialogue avec ceux qui ne sont pas d'accord avec elle et qui, en outre, la renvoient à la réalité de notre humanité, réalité dont elle ne veut pas entendre parler. Dans ce contexte, ces candidats n'ont pas assumé de répondre aux « Questions pour un président de région », sauf deux d'entre eux — l'un PS, l'autre écologiste — qui l'ont fait par écrit. Les lignes commencent donc à bouger. Il faut être patient !

à propos des positions exprimées par les uns et les autres – Debout la France, Front national, Les Républicains et quelques partis régionaux —, je ne dirai pas que les partis se sont retrouvés proches les uns des autres en termes de positions, tout simplement parce que c'est plutôt une question de personnes : en effet, au sein de chaque parti, il y a des différences notables d'un candidat à un autre. Si vous prenez les propos de Dominique Reynié et de Laurent Wauquiez sur le mariage, ils sont littéralement opposés, ou encore ceux de Marion Maréchal Le Pen et de Wallerand de Saint-Just sur le planning familial, idem.

## **Avez-vous trouvé des interlocuteurs respectueux et crédibles sur ces questions qui touchent à la famille et à la vie ?**

Avant d'en venir aux candidats qui m'ont paru crédibles dans leurs positions et surtout leurs engagements, je voudrais faire part de ma joie d'avoir entendu – pour la première fois – des politiques de ce niveau (présidents de conseils régionaux, députés, anciens ministres...) s'exprimer longuement sur la famille. De fait, les médias ne les interrogent presque jamais sur ces questions et eux-mêmes n'en parlent pas volontiers. C'était nouveau et ô combien réjouissant... même si la marge de progrès est considérable ! Au fond, obtenir une réflexion avancée et des positions affinées et assumées, ce sera la prochaine étape ! Nous avons constaté, en effet, que la plupart n'étaient pas très à l'aise sur ce sujet : les mots étaient parfois répétitifs, les analyses sommaires, etc. Certains candidats tournaient autour du pot : ils n'arrivaient pas à être concrets dans leurs réponses. Il n'était pourtant pas difficile de l'être sur la question des subventions, par exemple, qui supposait aussi bien d'exposer des principes (le respect de l'intérêt général notamment) que des cas concrets (la LGBT, l'Institut Émilie du Châtelet qui assure la promotion de l'idéologie du genre, etc.). Je pense que les réponses floues étaient dues, selon les cas, au manque de réflexion ou à la peur de sortir du « politiquement correct ».

Nous avons observé aussi que bien peu savaient expliquer ce qu'est la politique. Pour tout vous avouer, j'avais souhaité commencer par cette question parce que je rencontre beaucoup d'hommes et

de femmes politiques et j'ai constaté qu'ils ne sont pas toujours au clair avec la finalité de la politique. Il y a cependant eu quelques très belles réponses.

Quant aux candidats crédibles, il y en a eu heureusement plusieurs. Si l'on prend l'exemple de Laurent Wauquiez ou de Marion Maréchal-Le Pen, ils m'ont paru, tous les deux, crédibles parce qu'ils ont été engagés dans nos manifestations, parce qu'ils ont réitéré avec force leur souhait de revenir sur la loi Taubira en affirmant leur soutien au mariage homme-femme et à la famille fondée sur la filiation père-mère-enfant, et enfin parce qu'ils m'ont paru capables d'être des leaders et donc de mettre en œuvre ce qu'ils défendent. Je sais bien que même lorsqu'ils se déclarent favorables à nos propositions, les politiques sont souvent considérés comme opportunistes. C'est possible mais, en tout cas, des propos ont été tenus. Ils engagent désormais ceux qui ont été élus présidents et conseillers.

### **Cependant, Valérie Pécresse, par exemple, à peine élue, n'a eu de cesse de minimiser le rôle de ses colistiers PCD et d'insister sur l'impossibilité, selon elle, d'abroger la loi Taubira...**

De fait, Valérie Pécresse est ambiguë et contradictoire et ce, depuis longtemps. Dès le début de sa campagne pour la région Île-de-France, elle souhaitait intégrer des candidats « LMPT-compatibles » sur sa liste, malheureusement pas par conviction semble-t-il, mais parce qu'elle était convaincue que c'était stratégiquement nécessaire. C'est pourquoi elle a intégré aussi bien des candidats PCD que Sens commun et d'autres de la société civile identifiés comme « LMPT-compatibles », ou « Family-friendly » si vous préférez...

Je me réjouis qu'elle nous considère comme incontournables, c'est un début, mais on est très loin du compte évidemment. Comme beaucoup de politiques, elle est impressionnée par le lobby LGBT et ses amis journalistes. Elle n'assume donc pas ses choix, alors même qu'ils sont encore minimalistes. Elle se dit opposée à la PMA « sans père » et à la GPA, mais n'a pas le courage d'aller contre la loi Taubira. Notre mobilisation, précisément, doit faire sortir les politiques et plus généralement les leaders d'opinion de cette domination culturelle de la gauche libertariste. Les positions de Valérie Pécresse sont aberrantes à double-titre : d'abord parce que la PMA et la GPA vont inéluctablement avec la loi Taubira, ensuite parce qu'on dirait qu'elle ne sait toujours pas ce que signifie le mot « abrogation » !

### **Pouvez-vous nous en dire plus, justement, sur l'abrogation, et sur l'union civile que certains évoquent avec insistance ?**

Abroger une loi, c'est la supprimer, non pour le passé (l'abrogation n'est pas rétroactive), mais pour l'avenir. En France, des lois sont abrogées quotidiennement. Lorsque le Parlement vote de nouvelles normes de construction, il abroge la loi précédente. Pour autant, on ne modifie pas toutes les constructions précédant la nouvelle loi pour les mettre aux nouvelles normes : celles-ci sont valables uniquement pour les constructions ultérieures. Ainsi, abroger la loi Taubira ne signifie aucunement « démarier » comme semble le croire Valérie Pécresse au micro de France Inter, soit par incompetence — ce que j'ai du mal à croire —, soit pour écarter le sujet sous un mauvais prétexte. Une telle affirmation est d'ailleurs grave puisqu'elle conforte cette idée fautive et rend donc plus difficile l'acceptation de cette abrogation par ceux qui hésitent.

Quant à l'union civile, que certains voient comme une alternative à la loi Taubira quand celle-ci sera abrogée (tôt ou tard !), c'est un sujet complexe à double titre. D'abord parce que le terme est en réalité flou. Est-ce une institution (comme le mariage) ou un contrat (de droit privé donc) ? Devant qui est-elle célébrée (tribunal, notaire ou maire : ce n'est pas du tout la même chose) ? Quels droits et devoirs ouvre-t-elle ? etc.

D'autre part, selon la définition juridique qui serait celle de ladite union, le risque est que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) considère qu'il y a discrimination et qu'elle n'oblige à la considérer comme l'équivalent du mariage, donc ouvrant droit à l'adoption et à la PMA « sans père ». Dans ce cas, ce serait un retour à la case départ !

J'ajoute, enfin, que selon la définition donnée à cette union, on peut, ou non, retomber dans le piège de l'idéologie du genre. Il est donc déraisonnable de lancer le sujet n'importe comment !

En tout cas, pour le moment, nous vivons « sous le régime » de la loi Taubira et ce n'est pas avant 2017 que la question de l'alternative se posera. C'est pourquoi La Manif pour tous met toute son énergie à dénoncer la loi Taubira et ses conséquences c'est incontournable pour revenir au mariage homme-femme, c'est-à-dire pour obtenir l'abrogation de la loi.

Quant à l'alternative envisageable le moment venu, c'est-à-dire quand l'abrogation de la loi Taubira deviendra possible, le collectif de juristes Famille et République, partenaire de La Manif pour tous, y travaille. De son côté, La Manif pour tous – au cours de ses deux dernières Conventions nationales - a défini les critères qui lui permettront de se positionner, le moment venu, par rapport aux alternatives proposées. Autrement dit, chaque chose en son temps !

### **Quelle est votre réaction aux résultats du référendum en Slovénie qui a permis d'abroger la loi qui avait ouvert le mariage et l'adoption pour deux hommes ou deux femmes, loi qui avait été votée par les députés slovènes il y a 10 mois ?**

Je me réjouis de cette victoire, pour les enfants et les familles. J'ajoute qu'un pays qui prend des décisions aussi importantes en tenant compte de la réalité humaine se constitue des assises autrement plus solides et pérennes que des pays dont les décisions sont purement idéologiques. Je me réjouis donc, plus largement, pour tout le peuple slovène !

Ce qui est intéressant avec ce référendum, c'est que l'on constate à nouveau que lorsque le peuple est consulté, il répond la plupart du temps que le mariage concerne spécifiquement le couple homme-femme. Ainsi, aux États-Unis, lorsque des États ont organisé des référendums sur le mariage de deux hommes ou de deux femmes, le résultat a été défavorable à ce projet. Hélas ! cela n'a pas empêché la Cour suprême d'imposer finalement le mariage gay. Dans bien des pays, dont la France, on a constaté à maintes reprises que les élus ne sont pas représentatifs du peuple sur ces sujets-là. De fait, quand La Manif pour tous a commencé à mobiliser en novembre 2012, nous avons très vite constaté qu'il fallait intégrer à nos slogans des appels à respecter la démocratie. La gauche, d'ailleurs, est connue pour être défavorable aux consultations de type référendum. Contrairement à ce qu'elle prétend, la gauche n'est pas démocrate ! Il y a eu bien d'autres exemples, hélas ! dans le processus de vote de la loi Taubira : les consignes de vote données aux parlementaires socialistes, le scandaleux vote à main levée du Sénat, l'accélération du calendrier parlementaire par François Hollande quand il a vu que les sondages basculaient contre le projet de loi Taubira, mais aussi le traitement odieux des opposants au projet de loi par les forces de police...

Nos élus sont pétrifiés face au lobby LGBT, celui-ci maniant l'accusation d'homophobie dès que ses revendications rencontrent une résistance. à cela s'ajoutent bien sûr les délires égalitaristes et utopiques de certains politiques de gauche, Christiane Taubira, Najat Vallaud-Belkacem et Erwan Binet en tête.

### **Que pensez-vous de l'initiative de Sens commun, qui vise à obtenir des places sur des listes de droite pour une génération de militants proches de La Manif pour tous ?**

Sens commun me paraît être une excellente initiative, quoiqu'elle soit à l'évidence difficile à mener. Mon regret, à vrai dire, c'est qu'il n'y ait pas encore des « Sens commun » dans tous les partis politiques. Il y a eu une tentative de « Front commun » au sein du FN, mais elle a été refusée puisqu'il n'y a pas, officiellement, de courants au sein du FN. « Debout les familles », en revanche, vient d'être créé au sein du parti Debout la France.

Au-delà des partis, je milite tant que je peux pour que, dans toutes les composantes de la société, les défenseurs de la famille deviennent actifs. L'éducation, la formation, les universités et les grandes écoles, les médias, les syndicats... sont autant de lieux stratégiques dans lesquels il faut agir !

## **Quelle est votre stratégie en prévision de la présidentielle ? Et après ?**

En ce qui concerne l'élection présidentielle, nous préparons actuellement les actions pour l'étape préalable des primaires. L'enjeu est considérable. Organiser les bonnes actions et au bon moment, est crucial. Et bien sûr, la mobilisation sera essentielle vis-à-vis des politiques pour obtenir la prise en compte de ce que nous défendons, pour changer leurs réflexes « politiquement corrects ».

Au-delà de ces actions à visée politique, le combat est d'ordre culturel. Le mal-être français – et même occidental – est immense. Il est la conséquence d'une perte de repères, qu'ils soient historiques, anthropologiques ou spirituels. Il s'agit donc de faire bouger les mentalités de nos contemporains. Autant de raisons pour lesquelles La Manif pour tous a mis clairement le cap sur 2017 pour faire gagner la famille. Nous avons montré, depuis trois ans, que nous ne lâchons rien et que nous obtenons des victoires politiques : reculs successifs sur la PMA « sans père » et sur la GPA, renoncement à la généralisation des ABCD de l'égalité, retrait du désastreux projet de loi « Familles » de Dominique Bertinotti, recul sur l'adoption pour les couples pacsés et concubins... Le lobby LGBT et ses alliés, en conséquence, ne cessent de chercher des alternatives à la voie législative, pour avancer sur ces sujets. Mais nous sommes plus que jamais déterminés à poursuivre nos actions pour gagner !

## **La Manif pour tous a-t-elle une stratégie par rapport aux catholiques ?**

En ce qui concerne l'Église, je ne dirai pas que nous sommes dans une stratégie, mais plutôt dans un dialogue qui se fait de mille manières. Il nous est ainsi arrivé d'adresser un courrier d'informations – par exemple sur l'ABCD de l'égalité – à l'ensemble des évêques, des dirigeants d'établissements privés catholiques, de l'UNAPEL, des mouvements de jeunes... ce que nous avons fait aussi à l'attention de représentants d'autres religions et d'instances non confessionnelles. Nous avons pu, ensuite, échanger avec nombre de destinataires de cette note.

Mais la France est un pays de tradition catholique — n'en déplaise à François Baroin — et ce dialogue se fait donc majoritairement avec le peuple catholique et ses clercs, prêtres et évêques. Cela est d'autant plus vrai que l'Église est la première institution du monde par l'expertise, l'expérience et le temps consacré à ces enjeux. Certes, tous les catholiques ne partagent pas notre combat, mais cela ne nous empêche pas d'aller de l'avant, avec les encouragements du Saint-Père, qui m'a reçue au printemps 2014.

J'ajoute que, lors du Tour de France que j'ai fait au printemps 2015, au cours duquel je suis allée dans 25 villes en 5 semaines, j'ai été très souvent interrogée, à la fin de ces conférences, sur l'attitude de l'épiscopat. Ma réponse a toujours été la même d'abord, bien des évêques, dans leur diocèse, soutiennent explicitement le mariage homme-femme et la famille, même si leur communication n'est pas reprise et connue au niveau national. D'autre part, le rôle des évêques n'est pas le militantisme en tant que tel : l'action militante est plutôt le rôle des laïcs, comme l'a fortement rappelé le pape Benoît XVI. Autrement dit, avant de voir « la paille dans l'œil » de certains de nos frères-évêques, regardons d'abord « la poutre » qui est dans le nôtre... Si chacun se lève pour assumer ses responsabilités, c'est déjà une grande et bonne nouvelle pour l'avenir